



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 05 FEV. 2024

mettant en demeure la société PRODAIR CIE
de respecter certaines dispositions applicables à ses installations de Strasbourg,
relatives à la gestion des produits chimiques biocides

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment ses articles L.171-6, L.171-8.I, L.511-1, L.521-17, R.512-47, L.522-2 et R.522-18 ;

VU le règlement européen (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en particulier son article 37.5 ;

VU le règlement européen n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;

VU l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 modifié, relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides ;

VU le rapport du 20 décembre 2023 des services de l'inspection des installations classées de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDERANT que l'article 37.5 du règlement REACH susvisé prévoit que « tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés (...) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises » ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 29 novembre 2023 que l'exploitant utilise un produit biocide à des fins de traitement choc en cas de prolifération de légionelles, sans mettre en œuvre les mesures préconisées par la fiche de données de sécurité du produit ;

CONSIDERANT par ailleurs que l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications prévues à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 susvisé, rédigées en français, y compris dans le cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 29 novembre 2023 la présence d'une cuve d'hypochlorite de sodium, utilisé à des fins de biocide oxydant pour le traitement préventif de l'eau visant à éviter la prolifération des légionelles, sans l'étiquetage requis par l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 susvisé ;

CONSIDERANT en conséquence que certaines dispositions réglementaires susvisées ne sont pas respectées, et qu'il revient à l'exploitant d'y remédier ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PRODAIR CIE, dont le siège social est situé 45 avenue Victor Hugo – 93300 AUBERVILLIERS et désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises 72B Quai Jacoutot – 67000 STRASBOURG, les dispositions des articles suivants, dans les délais associés.

Article 2 : étiquetage des produits biocides

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 susvisé :

« L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;*
- b) Le numéro de l'autorisation ;*
- c) Le type de préparation ;*
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;*
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;*
- f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ;*
- g) La phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi », dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;*
- h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;*
- i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ;*
- j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de*

l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;

k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;

l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

et, le cas échéant :

m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ;

n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau.

Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement.

Les mentions requises aux points a à f, h, j, et k à n doivent être portées telles qu'elles figurent dans l'autorisation de mise sur le marché.

Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient.

Les produits susceptibles d'être confondus avec des denrées alimentaires, des boissons ou des aliments pour animaux sont emballés de manière à prévenir les risques de telles confusions. S'ils sont accessibles au public non professionnel, ces produits contiennent des composants propres à en dissuader la consommation.

Le responsable de la mise sur le marché tient à la disposition du ministre chargé de l'environnement des échantillons, des modèles ou des emballages, étiquettes ou notices explicatives.

En outre, l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides déjà autorisés dans un autre Etat membre peut être subordonnée à la modification des indications prévues aux e, f, h, j du présent article. »

Article 3 : mise en œuvre des mesures visées dans les Fiches de Données de Sécurité

Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 37.5 du règlement européen REACH susvisé, s'agissant de la mise en œuvre des mesures prévues par les Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. » :

Article 4 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix – BP 51038 STRASBOURG Cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 7 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PRODAIR CIE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL